

RAPPORT N° 2022/2-34
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 avril 2022

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR --
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHE (LOT 1)**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

La CINOR a confié l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, situé à Champ-Fleuri sur la commune de Saint-Denis, à un opérateur économique, dans le cadre d'un marché public de services, afin de pouvoir bénéficier de l'ensemble des compétences nécessaires à l'exploitation d'un ouvrage de ce type.

Ce marché, dont les termes ont été approuvés par le Bureau communautaire en séance du 27 mai 2021, a été notifié à la société Com.Sports le 28 mai 2021. Il a pour objet l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor pour la période du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022.

Compte tenu du délai nécessaire pour l'aboutissement de la procédure en cours visant à l'attribution d'une nouvelle délégation de service public pour l'exploitation du centre Aquanor, et afin d'assurer la continuité du service public de cet établissement intercommunal, il est proposé de prolonger par voie d'avenant, pour une durée supplémentaire de deux mois, la durée d'exécution du marché public d'exploitation conclu avec la société Com.Sports.

La durée d'exécution de ce marché sera ainsi prolongée de deux mois jusqu'au 31 juillet 2022.

L'avenant n°1, prolongeant de deux mois la durée d'exécution du marché n° 21/74 (lot 1), induit une augmentation totale de 16,67 % par rapport au montant initial du contrat (prix initial du marché : 2 691 507 € HT soit 2 920 285,10 € TTC), portant le montant global de ce marché à 3 140 091,50 € HT soit 3 406 999,28 € TTC.

Au regard de la réglementation régissant les modifications de marchés publics, cet avenant, qui excède 10 % d'augmentation, est susceptible d'être justifié au regard de 2 hypothèses de modifications admises par le Code de la commande publique :

1. D'une part, l'article R.2194-2 énonce que le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 (à savoir 50 % d'augmentation du montant initial), des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Il n'est pas possible de confier les prestations d'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor à un autre opérateur économique pour deux mois (juin et juillet 2022) pour les raisons suivantes :

- Les délais réglementaires de procédure d'un nouvel appel d'offres ne permettraient pas de garantir la continuité du service public à compter du 1^{er} juin 2022 ;
- Une interruption de l'exploitation, même temporaire, serait préjudiciable au bon fonctionnement des installations techniques visant notamment à garantir le maintien du niveau d'hygiène réglementaire des bassins.

2. D'autre part, l'article R.2194-7 énonce que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.
Pour l'application de l'article L.2194-1, une modification est substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° Elle modifie considérablement l'objet du marché ;

4° Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R.2194-6.

des hypothèses prévues à
974-249740119-20220408-BC2022-2-34-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Aucune de ces conditions n'est remplie en l'espèce :

- Cette prolongation de deux mois n'aurait pas permis d'attirer davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue, étant donnée l'absence de manifestation de concurrence, que ce soit pour le marché initial ou pour la procédure de concession de service public en cours, en raison d'un contexte sanitaire trop contraignant pour l'activité ;
- Elle ne modifie pas l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial : le coût mensuel de la prestation, s'élevant à 224 292,25 € HT par mois, reste inchangé par rapport aux conditions initiales du marché ;
- Elle ne modifie nullement l'objet du marché : le périmètre reste inchangé, tant dans son objet que dans ses conditions d'exécution ;
- Elle n'a pas pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire.

Cet avenant n°1 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres en date du 6 avril 2022, qui a émis un avis favorable.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les termes de l'avenant n°1, joint en annexe, au marché n° 21/74 (lot 1) conclu avec la société Com.Sports pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, prolongeant de deux mois la durée d'exécution de ce marché ;
- M'autoriser à signer cet avenant pour un montant de 448 584,50 € HT soit 486 714,18 € TTC.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

The image shows a blue ink signature of Maurice GIRONCEL over a circular official stamp. The stamp contains the text "C.I.N.O.R." at the top, "Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion" in the center, and "Département de la Réunion" at the bottom.

DECISION N° 2022/2-34
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 avril 2022

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHE (LOT 1)**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le rapport n° 2022/2-34 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-34-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de l'avenant n°1, joint en annexe, au marché n° 21/74 (lot 1) conclu avec la société Com.Sports pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, prolongeant de deux mois la durée d'exécution de ce marché.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant pour un montant de 448 584,50 € HT soit 486 714,18 € TTC.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-34-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--